



# Observatoire des signaux faibles

2<sup>e</sup>  
trimestre  
2025

À l'exception du logement, prolongation au 2<sup>e</sup> trimestre 2025 d'un contexte économique peu porteur qui continue de se traduire dans les indicateurs de sinistralité

## CRÉDIT À LA CONSOMMATION : FINANCEMENT DES PROJETS DES MÉNAGES



- ➔ Le profil de risque des clients est globalement stable sur le trimestre, voire en légère dégradation sur l'automobile
- ➔ Légère hausse des demandes de report de remboursement et de réaménagement

## CRÉDIT-BAIL MOBILIER : FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



- ➔ Stabilité du nombre de demandes de réaménagement et des premiers impayés qui restent à un niveau élevé
- ➔ Demande de financement en retrait confirmant une certaine prudence des entreprises dans leurs investissements

## AFFACTURAGE : FINANCEMENT DE LA TRÉSORERIE DES ENTREPRISES



- ➔ Poursuite pour le troisième trimestre consécutif d'une tendance haussière des tirages effectués par les clients sur les lignes de financement disponibles
- ➔ Certains factors perçoivent une légère baisse des délais de paiement

## CAUTIONS ET GARANTIES : SOUTIEN AUX CRÉDITS D'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES ET DES MÉNAGES



- ➔ Pour les ménages : confirmation de la tendance de reprise des financements immobiliers entamée depuis début 2024, assortie d'un risque faible
- ➔ Pour les entreprises et les professionnels : maintien d'un certain dynamisme de l'activité et poursuite de l'accroissement de la sinistralité

**LES TENDANCES RELEVÉES PAR L'OBSERVATOIRE DES SIGNAUX FAIBLES, INDICATEURS EXPÉRIMENTAUX, SONT ISSUES D'UNE ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS D'UN LARGE ÉCHANTILLON D'ADHÉRENTS DE L'ASF AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS.**

Les adhérents de l'ASF proposent des solutions de financements aux entreprises (crédit-bail, affacturage et Sofergie) et aux ménages (crédit à la consommation et à l'habitat). Ils offrent également une gamme de services financiers (cautions), de services d'investissement et de titrisation. Ils financent près de 20 % des crédits au secteur privé.